

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE [\(ici\)](#)

**Réserves de change:** les réserves diminuent de -22,7 Mds USD, à 3 087 Mds USD, en septembre

**Conjoncture:** les indices PMI officiel et Caixin-Markit convergent sur l'appréciation de la dynamique de l'activité dans le secteur manufacturier en septembre, signalant la poursuite du ralentissement au T3

ECONOMIE GENERALE [\(ici\)](#)

**Politique monétaire:** la PBoC décide d'abaisser de nouveau les RRO des banques commerciales de 1 pt, libérant environ 175 Mds USD de fonds, en vue de « soutenir davantage l'économie réelle »

**Politique monétaire:** le RMB a perdu 6,21 % depuis le début de l'année par rapport au USD à 6,91 RMB/USD ; face au débat autour du seuil psychologique du taux de change de 7 RMB/USD, LIU Shijin souligne le côté dynamique de la parité d'équilibre du RMB

**Croissance:** le Fonds monétaire international abaisse ses prévisions de croissance pour la Chine à +6,2% en 2019 contre +6,4% lors du dernier WEO update en juillet, les prévisions pour 2018 demeurent inchangées à +6,6%

**Endettement:** l'endettement total a augmenté de +5,5 pts de PIB au T1, tiré par l'accélération de l'endettement des sociétés non financières (+3,8 pts de PIB), selon la Banque des règlements internationaux (BRI)

**Politique économique:** le Comité central du PCC et le Conseil aux affaires d'Etat ont publié un plan stratégique de « Revitalisation des zones rurales (2018 – 2022) »

BANQUE ET FINANCE [\(ici\)](#)

**Marchés boursiers:** le Shanghai Composite Index et le Shenzhen Component Index ont clôturé sur une baisse significative de 5,3 % et de 6,1 % à 2583 points et à 7524 points jeudi le 11 octobre

**Marchés obligataires:** le MoF a émis 5 Mds RMB d'obligations d'Etat sur le marché offshore le 10 octobre

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE [\(ici\)](#)

**Relations Chine-Canada:** les autorités chinoises réagissent à la conclusion du USMCA

**Commerce extérieur:** accélération des exportations chinoises au mois de septembre

**Relations US-Chine:** le ministre du Commerce Zhong Shan publie une tribune dans Bloomberg

**Relations US-Chine:** un rapport du Department of Defense américain pointe un « niveau étonnamment élevé de dépendance » de l'industrie américaine de la défense vis-à-vis de la Chine

**Relations US-Chine:** le Department of Energy (DoE) américain annonce l'adoption immédiate de nouvelles règles limitant les exportations vers la Chine dans le secteur du nucléaire civil

**Politique commerciale:** nouvelles mesures de soutien fiscal pour les exportateurs chinois

**Politique commerciale:** la Chine envisage de nouvelles mesures pour réduire sa dépendance au soja

INDUSTRIE ET NUMERIQUE [\(ici\)](#)

**Automobile:** BMW va prendre la majorité du capital de sa coentreprise en Chine

**TIC:** le fabricant de télévision chinois TCL souhaite étendre ses activités aux semi-conducteurs

**Automobile:** chute des ventes automobiles au mois d'août

**Économie numérique:** Mobike étend ses services à Tel Aviv

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS [\(ici\)](#)

**Développement durable:** forum à Pékin sur "le développement durable des parcs nationaux"

**Transports:** nouveau plan d'action pour restructurer le secteur des transports

**Energie:** réduction des importations chinoises de pétrole brut iranien

HONG KONG ET MACAO [\(ici\)](#)

**Marchés financiers:** Hong Kong retrouve sur les neuf premiers mois de l'année son statut de 1ère place financière pour les IPO

**Politique monétaire:** 11 banques établies à Hong Kong relèvent leurs taux sur les emprunts immobiliers pour la 1ère fois en 12 ans

**Bourse:** Hong Kong touché par les turbulences sur les marchés cette semaine

**Economie:** Un discours de politique générale de la Cheffe de l'exécutif axé, dans le domaine économique, sur l'augmentation de l'offre en matière de logements et sur l'innovation

## CONJONCTURE

### **Réserves de change : les réserves diminuent de -22,7 Mds USD, à 3 087 Mds USD, en septembre**

La valeur en USD des réserves de change officielles chinoises a diminué de -22,7 Mds USD en septembre, à 3 087 Mds USD (-0,6% en g.a.). Cette baisse est la deuxième consécutive et la plus importante depuis février, mais demeure relativement faible, et les réserves de change sont au plus bas depuis juillet 2017. La State Administration of Foreign Exchange (SAFE) a attribué cette baisse « aux variations en valeur des devises étrangères ainsi qu'à des moins-values latentes sur actifs financiers ».

Pour mémoire, les statistiques des variations des réserves au bilan de la PBoC (comptabilisées au coût historique, donc hors effet de valeur) attestent de très faibles flux mensuels nets de réserves depuis juin 2017 et le gouverneur Yi Gang a écarté en avril l'éventualité d'une utilisation du taux de change ou des réserves (largement placées en bons du Trésor américain) en réponse aux tarifs douaniers instaurés par les autorités américaines sur certains biens chinois.

### **Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit convergent sur l'appréciation de la dynamique de l'activité dans le secteur manufacturier en septembre, signalant la poursuite du ralentissement au T3**

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit s'élève à 50 en septembre, soit la ligne de démarcation entre croissance et recul par rapport au mois précédent, contre 50,6 en août. Il marque la quatrième baisse mensuelle consécutive et est au plus bas depuis mai 2017. L'indice PMI officiel, au plus bas depuis février, s'affiche à 50,8 contre 51,3 en août.

L'indice officiel affiche un ralentissement de la croissance des nouvelles commandes, au plus bas depuis février 2018, à 52 en septembre (contre 52,2 en août). Le sous-indice des commandes à l'exportation se contracte à 48 (contre 49,4, au plus bas depuis février 2016, reflétant une demande extérieure moindre et la montée des inquiétudes dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis.

Néanmoins, le PMI officiel non manufacturier s'affiche à 54,9 en septembre contre 54,2 en août, indiquant que la demande intérieure de services et de construction pourrait rester suffisamment élevée et atténuer certains effets des tensions commerciales.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## ECONOMIE GENERALE

### **Politique monétaire : la PBoC décide d'abaisser de nouveau les RRO des banques commerciales de 1 pt, libérant environ 175 Mds USD de fonds, en vue de « soutenir davantage l'économie réelle »**

La banque centrale chinoise (PBoC) a annoncé le 7 octobre une baisse du ratio des réserves obligatoires (RRO) en RMB de 1 pt de pourcentage à partir du 15 octobre pour l'ensemble des banques commerciales, libérant ainsi 175 Mds USD de liquidité. La PBoC a par ailleurs annoncé que « les facilités de crédit à moyen terme (Mid-term Lending Facility) échéant le 15 octobre, à hauteur de 65 Mds USD ne seront pas renouvelées » et que les fonds libérés par cette baisse des RRO devront permettre aux banques de rembourser ces prêts. Après les remboursements, l'injection nette engendrée par cette baisse des RRO est donc de 110 Mds USD.

Les RRO théoriques se situent dorénavant entre 12,5% pour les petites et moyennes banques et 14,5% pour les grandes banques, mais ces taux varient sensiblement dans les faits en fonction du respect par chaque institution de certaines directives de l'Etat.

Dans le détail, cette baisse doit permettre, selon la PBoC, « d'améliorer la structure des liquidités des banques commerciales et des marchés financiers et d'encourager les institutions financières à soutenir davantage les petites et microentreprises, les entreprises privées et les entreprises innovantes ». L'orientation « prudente et neutre » de la politique monétaire chinoise resterait inchangée d'après la PBoC.

Cette baisse des RRO est annoncée alors que les marchés financiers chinois connaissent d'importantes tensions dans un contexte d'indicateurs de conjoncture décevants et de tensions commerciales accrues avec les Etats-Unis. L'annonce intervient par ailleurs après la publication des indices PMI attestant de la poursuite de la contraction du secteur manufacturier au T3 (cf brève supra).

Pour rappel, la PBoC a déjà effectué trois baisses conditionnées des RRO en 2018, alors qu'aucune modification n'avait été effectuée depuis mi-2016. La baisse de janvier visait officiellement à soutenir la finance inclusive, libérant 450 Mds RMB de liquidité à long terme en direction de certains secteurs connaissant des difficultés à obtenir des crédits (monde rural, agriculture, etc. cf. Brève du 06/10/18), tandis que la baisse de 1 pt en avril avait pour objectif de remplacer 900 Mds RMB de facilités de prêt à moyen terme (MLF, cf. Brève du 16/04/18).

### **Politique monétaire : le RMB a perdu 6,21 % depuis le début de l'année par rapport au USD à 6,91 RMB/USD ; face au débat autour du seuil psychologique du taux de change de 7 RMB/USD, LIU Shijin souligne le côté dynamique de la parité d'équilibre du RMB**

En perdant 7,9 % de sa valeur depuis le 1er juin 2018, le RMB est tombé à son plus bas niveau par rapport au dollar depuis début 2017, à 6,91 le 12 octobre. Le fait que le taux de change RMB/USD s'approche du seuil psychologique a provoqué un débat vif entre le « maintien de 7 » et la « percée de 7 ». LIU Shijin, membre du Comité de la Politique Monétaire de la banque centrale chinoise (PBoC), a souligné dans son article publié le 8 octobre dans l'Economic Daily la nécessité de faire face à l'ajustement dynamique du niveau d'équilibre du taux de change. LIU Shijin considère que les théories du maintien de la parité de 7 RMB pour un dollar et du franchissement de la résistance de 7 ne prennent pas suffisamment en compte le fait qu'il s'agit d'un équilibre non statique, mais dynamique. En outre, il a mis l'accent sur l'importance de faire jouer pleinement le rôle fondamental du marché, de savoir s'adapter à l'ajustement flexible du niveau d'équilibre du RMB et d'améliorer la flexibilité du

taux de change. Enfin, LIU Shijin a exprimé sa confiance envers le maintien du RMB à un niveau raisonnable et équilibré, étant donné une balance des paiements équilibrée, des réserves de change abondantes, des outils politiques variés pour faire face aux fluctuations du taux de change.

Pour information, l'indice CFETS, le principal panier de devises de référence dans la conduite de la politique de change chinoise, s'est déprécié de 97,23 le 31 mai 2018 à 92,35 le 28 septembre 2018, soit une perte de 5,02 % en quatre mois. Par rapport au 29 décembre 2017, l'indice a perdu 2,64 %.

### **Croissance : Le Fonds monétaire international abaisse ses prévisions de croissance pour la Chine à +6,2% en 2019 contre +6,4% lors du dernier WEO update en juillet, les prévisions pour 2018 demeurent inchangées à +6,6%**

Dans son dernier World Economic Outlook publié début octobre, le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour la Chine, et estime désormais que la croissance du PIB chinois devrait s'établir à 6,2% pour 2019 contre 6,4% précédemment. Le FMI a maintenu inchangée (depuis avril) sa prévision de croissance pour 2018, à +6,6 %. Pour rappel, l'objectif de croissance fixé par les autorités en mars est de +6,5 % pour 2018.

Cette révision pour l'année 2019 est attribuée à « un affaiblissement de la croissance du crédit et à l'augmentation des barrières commerciales » et comprend « l'impact des tarifs annoncés par les États-Unis mi-septembre, à savoir un tarif de 10% sur toutes les importations d'aluminium, un autre de 25% sur toutes les importations d'acier, un droit de douane de 25% sur 50 milliards de dollars américains d'importations en provenance de la Chine imposées en juillet et août, et un tarif de 10% sur 200 milliards de dollars supplémentaires d'importations en provenance de Chine imposées fin septembre, ainsi que les mesures de rétorsion ». Il convient également de souligner que l'estimation officielle de la croissance chinoise par le FMI comprend un plan de relance venant compenser l'effet de la guerre commerciale et sous-estime donc l'effet commercial strict sur la Chine. Par ailleurs, le FMI appelle la Chine à « poursuivre ses efforts en matière de ralentissement de la dynamique de crédit, de diminution des risques dans le secteur financier, même si la croissance ralentit temporairement ».

### **Endettement : l'endettement total a augmenté de +5,5 pts de PIB au T1, tiré par l'accélération de l'endettement des sociétés non financières (+3,8 pts de PIB), selon la Banque des règlements internationaux (BRI)**

La Banque des règlements internationaux a publié les chiffres de l'endettement pour le T1 le 23 septembre dans son rapport statistique trimestriel BIS Statistical Bulletin. L'endettement total du secteur non-financier (total credit to the non financial sector- core debt) a augmenté à 261,2 % (en pourcentage du PIB) au T1 2018 contre 255,7% au T4 2017. Cette augmentation a notamment été tirée par l'endettement de sociétés non-financières qui est passé à 164,1% contre 160,3% au T4 2017. L'endettement des ménages et du secteur public ont aussi légèrement crû pour atteindre respectivement 49,3% et 47,8% contre 48,4% et 47% fin 2017.

L'augmentation fait suite à une période d'un an et demi de politique de désendettement, lorsque le ratio avait atteint 166,9% au T2 2016. La BRI avait notamment souligné une baisse de 5,2% pts de PIB pour l'endettement des sociétés non financières entre le T1 et le T3 2017. Ce changement d'orientation au T1 2018, attribué à une accélération du rythme de l'endettement et à un



ralentissement de la croissance, efface ainsi plus de la moitié des progrès réalisés par les entreprises chinoises en matière de réduction de l'endettement.

### **Politique économique : le Comité central du PCC et le Conseil aux affaires d'Etat ont publié un plan stratégique de «Revitalisation des zones rurales (2018 – 2022) »**

Le Comité central du PCC et le Conseil aux affaires d'Etat ont publié un plan stratégique de «Revitalisation des zones rurales (2018 – 2022) » le 26 septembre, suite à la « study session » du Politburo durant laquelle Xi Jinping avait souligné l'importance de la « stratégie de revitalisation des zones rurales » en vue de définir les investissements qui permettront de « moderniser les zones agricoles et rurales ».

Le président chinois a défini cette stratégie, présentée pour la première fois lors du XIXème congrès du PCC et qui devrait être effective jusqu'en 2050, comme « une tâche historique d'importance majeure qui concerne la construction complète d'un pays socialiste moderne ». Dans le détail, Xi Jinping a pointé « le développement des coopératives agricoles et des fermes familiales » comme une priorité. Par ailleurs, il a souligné la nécessité de « stimuler les investissements dans les infrastructures agricoles et rurales, d'accélérer la connectivité des infrastructures urbaines et rurales et de promouvoir la libre circulation des talents ». Finalement, il a encouragé les « talents des villes à innover et à développer des nouvelles entreprises à la campagne »

Le nouveau plan quinquennal a ainsi pour but de préciser la stratégie de court terme (à horizon 2022). Les autorités se sont alors penchées sur l'augmentation des ressources fiscales pour soutenir les dépenses d'infrastructure dans les zones rurales, le développement des services financiers ruraux à travers des subventions et des allègements fiscaux, les investissements dans l'agriculture moderne, l'intégration industrielle et la restauration écologique et l'augmentation des quotas de terre pour le développement de l'industrie agricole.

Retour au sommaire ([ici](#))



## BANQUE, FINANCE

### **Marchés boursiers : le Shanghai Composite Index et le Shenzhen Component Index ont clôturé sur une baisse significative de 5,3 % et de 6,1 % à 2583 points et à 7524 points jeudi le 11 octobre**

Affectés par la chute du marché boursier américain le 10 octobre, les deux principaux indices boursiers chinois, le Shanghai Composite Index et le Shenzhen Component Index ont chuté de 5,3 % et de 6,1 % respectivement le 11 octobre. Sur les Bourses de Shanghai et Shenzhen, presque 1000 actions ont atteint le seuil de 10 % de limite inférieure journalière.

Dans le détail, les trois principaux indices boursiers américains ont tous connu une chute le 10 octobre, parmi lesquels le Dow Jones Industrial Average et le S&P 500 ont perdu 3,2 % et 3,3 %, et le Nasdaq Composite, principalement composé par les actions technologiques, a chuté 4,1 %.

Pour rappel, jusqu'au 11 octobre, le Shanghai Composite Index et le Shenzhen Component Index avaient perdu 27,4 % et 35,2 % respectivement par rapport au 24 janvier, leur plus haut niveau de cette année. Les niveaux les plus hauts jamais atteints par ces indices ont été de 6092 le 16 octobre 2007 et 19 531 le 31 octobre 2007 respectivement. Par conséquent, les niveaux actuels du Shanghai Composite Index et du Shenzhen Component Index ne représentent que 42,3 % et 38,5 % de leur plus haut niveau historique en 2007.

### **Marchés obligataires: le MoF a émis 5 Mds RMB d'obligations d'Etat sur le marché offshore le 10 octobre**

Le ministère des Finances (MoF) a émis 5 Mds RMB d'obligations d'Etat à Hong Kong le 10 octobre. Dans le détail, 4,5 Mds RMB d'obligations d'Etat ont été émises auprès des investisseurs institutionnels, dont 3 Mds RMB d'obligations d'Etat à 2 ans à 3,65 % et 1,5 Md RMB d'obligations d'Etat à 5 ans à 3,80 %. 0,5 Md RMB d'obligations a été émis auprès des banques centrales étrangères et des autorités monétaires, dont 0,3 Md RMB d'obligations d'Etat à 2 ans et 0,2 Md RMB d'obligations d'Etat à 5 ans.

Retour au sommaire ([ici](#))

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### Relations Chine-Canada : les autorités chinoises réagissent à la conclusion du USMCA

Selon le ministère chinois des Affaires étrangères, le conseiller d'Etat Wang Yi s'est entretenu avec la ministre canadienne Chrystia Freeland à l'initiative de cette dernière, suite à la conclusion du nouvel Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA). L'accord contient notamment des dispositions limitant la capacité des parties à conclure un accord de libre-échange avec une « économie non-marchande » (« non-market economy ») – qualification réservée à la Chine dans le droit états-unien (cf : brèves de la semaine du 1er octobre). La ministre des Affaires étrangères canadienne aurait assuré Wang Yi de la volonté du Canada de « poursuivre des négociations en vue de la conclusion d'accords de libre-échange avec d'autres pays sur la base de ses décisions propres », des remarques que le porte-parolat du ministère chinois des Affaires étrangères a dit « apprécier ». Le ministère du Commerce chinois (Mofcom) a de son côté rappelé, comme à son habitude, que le concept d'« économie de marché » n'est pas défini par l'OMC, et marqué son opposition à la pratique « d'imposer les lois nationales d'un pays » dans des accords internationaux. Pour mémoire, la Chine et le Canada avaient lancé, en septembre 2016, des « discussions exploratoires » en vue du possible lancement de négociations pour un ALE.

### Commerce extérieur : accélération des exportations chinoises au mois de septembre

Selon les chiffres des douanes chinoises publiés vendredi 12 octobre, les exportations chinoises ont significativement accéléré au mois de septembre (+14,5% en glissement annuel, contre +9,8% en août), et ce malgré l'imposition de nouveaux tarifs américains – couvrant désormais 250 Mds USD d'exportations chinoises - (voir brèves du 10 septembre). Les importations chinoises, de leur côté, ont progressé de 14,3% en glissement annuel, un rythme inférieur aux derniers mois (elles avaient progressé de 20% en g.a en août). L'excédent commercial chinois vis-à-vis des États-Unis atteint un niveau mensuel record au mois d'août, à 34 Mds USD, conséquence de la baisse des importations chinoises de produits américains (-2% en g.a., contre +14% pour les exportations vers les USA). Plusieurs observateurs précisent qu'un phénomène d'anticipation des tarifs américains (par les exportateurs chinois comme par les importateurs américains) pourrait expliquer une partie de cette accélération. La part de marché des États-Unis en Chine se réduit de nouveau, pour atteindre 7,7%. L'Union européenne conserve sa position de premier fournisseur de la Chine (part de marché de 12,8%), mais les importations chinoises en provenance des pays de l'ASEAN continuent d'augmenter plus rapidement (+19% en g.a ; contre +9% pour l'UE).

### Relations US-Chine : le ministre du Commerce Zhong Shan publie une tribune dans Bloomberg

Le ministre du Commerce chinois, M. Zhong Shan a, *via* une déclaration écrite adressée au média *Bloomberg*, détaillé la position de la Chine face aux derniers développements de la guerre commerciale qui l'oppose aux États-Unis. M. Zhong a enjoint les États-Unis à « *ne pas sous-estimer la détermination et la volonté de la Chine* ». Le ministre n'hésite d'ailleurs pas à convoquer des précédents historiques pour étayer son propos : « *cette nation inflexible [la Chine] a, à plusieurs reprises dans son histoire, été la victime de brimades étrangères, mais elle n'y a jamais succombé, même dans les conditions les plus difficiles* ». Retournant ensuite à une analyse plus classique du conflit en cours, M. Zhong reconnaît

une « *influence négative* » pour l'économie chinoise de l'escalade tarifaire, mais souligne que les entreprises et consommateurs américains font partie des victimes collatérales des droits de douane imposés par l'administration Trump (« *les États-Unis attaquent leurs propres exportations* »). Dans ce contexte, le ministre manifeste tout de même sa « *confiance* » en la capacité de la Chine à « *maintenir un développement stable et sain* » de son économie.

[Lire la tribune](#)

### **Relations US-Chine : un rapport du Department of Defense américain pointe un « niveau étonnamment élevé de dépendance » de l'industrie américaine de la défense vis-à-vis de la Chine**

Le *Department of Defense* américain a publié, vendredi 5 octobre, un rapport intitulé « *Assessing and Strengthening the Manufacturing and Defense Industrial Base and Supply Chain Resiliency of the United States* ». Le rapport souligne notamment la vulnérabilité de l'industrie américaine de la défense à l'égard de certaines « nations concurrentes », dont la Chine. Le document dénonce en particulier l'« *agression économique de la Chine* » couplée à des efforts, de la part de Pékin, de modernisation militaire et de fusion des technologies civiles-militaires. S'appuyant sur le rapport du USTR dit de la « *section 301* », le DoD dénonce le plan *Made in China 2025* et les moyens « *légaux, extra-légaux et illicites* » mis en œuvre pour atteindre ces objectifs. Le rapport pointe aussi du doigt l'emprise de la Chine sur les terres rares ainsi que d'autres matériaux et technologies, les contrefaçons massives de produits électroniques et les risques découlant de la domination de la Chine en matière de productions de circuits intégrés. Pour les auteurs du document, la capture de technologies étrangères par la Chine affecte « *l'équilibre militaire entre la Chine et les États-Unis* » en octroyant à la Chine un avantage technologique dans certains domaines stratégiques. Si les distorsions chinoises de la concurrence ne cessent pas, les États-Unis risquent de perdre les moyens d'assurer « *une domination militaire* », indique le document. Associé à la rédaction du document, le conseiller de Donald Trump pour les questions commerciales, Peter Navarro, s'est fendu d'une tribune dans le *New York Times* dans lequel il affirme que la Chine constitue une « *menace centrale* » de la base industrielle américaine.

[Lire le rapport du Department of Defense](#)

### **Relations US-Chine : le Department of Energy (DoE) américain annonce l'adoption immédiate de nouvelles règles limitant les exportations vers la Chine dans le secteur du nucléaire civil**

Le *Department of Energy* (DoE) américain a annoncé, jeudi 11 octobre, l'adoption, à effet immédiat, de nouvelles mesures de contrôle des exportations vers la Chine dans le secteur du nucléaire civil, pour des raisons de sécurité nationale. Cette annonce fait suite à une enquête visant les tentatives chinoises d'acquisitions de matériels, équipements et technologies avancées américaines, détournées pour des usages militaires ou non-autorisés. Les demandes de licences de transferts de technologies nucléaires vers la Chine déposées après le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ainsi que les transferts de technologie à destination du groupe CGN, de ses filiales ou « *d'entités liées* », feront l'objet d'une « *présomption de refus* ». Le groupe CGN est, depuis 2016, accusé d'espionnage sur le territoire américain.

[Lire le communiqué du DoE](#)



## **Politique commerciale : nouvelles mesures de soutien fiscal pour les exportateurs chinois**

Le Conseil des Affaires d'État a annoncé l'entrée en vigueur au 1er novembre de nouvelles mesures fiscales de soutien aux exportateurs chinois. Ces mesures prennent plusieurs formes : relèvement des taux de crédits d'impôts à l'export (sur toutes les tranches : de 13-15% à 16% ; de 9% à 10-13% ; de 5% à 6-10%) ; simplification administrative ; réduction des délais de remboursement. Ces annonces font suite à une première augmentation des crédits d'impôts à l'exportation de 397 types de produits, en place depuis le 15 septembre dernier. Les produits concernés par ces mesures appartenaient presque exclusivement au secteur industriel : batteries au lithium, circuits intégrés, diodes électroluminescentes, produits en acier, etc. Pour une partie d'entre eux, il s'agit de produits visés par les tarifs américains imposés au cours de l'été.

## **Politique commerciale : la Chine envisage de nouvelles mesures pour réduire sa dépendance au soja**

La *China's Feed Industry Association*, organisation professionnelle du secteur agroalimentaire liée à l'État chinois, a publié sur son site internet, à la mi-septembre, un projet de document préconisant de réduire l'utilisation de soja dans la nourriture animale. L'organisation envisage notamment d'abaisser à 11 ou 13% (contre 15 ou 16% actuellement) la teneur en soja des préparations destinées à l'élevage porcin. Ces évolutions interviennent alors que les importations de soja en provenance des États-Unis sont soumises à des tarifs chinois de 25% depuis le 6 juillet dernier (voir brèves de la semaine du 9 juillet). Pour mémoire, selon les douanes chinoises, Chine a importé 31 000 tonnes de soja en provenance des États-Unis – son deuxième fournisseur derrière le Brésil - au cours de l'année 2017.

Retour au sommaire ([ici](#))



## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### **Automobile : BMW va prendre la majorité du capital de sa coentreprise en Chine**

Le constructeur automobile allemand va dépenser 3,6 Mds EUR afin de porter de 50% à 75% sa part au capital de sa coentreprise avec Brilliance Automotive, BMW-Brilliance Automotive (BBA). Il prévoit également d'investir 3 Mds EUR pour étendre ses capacités de production en Chine.

Depuis 1994, les constructeurs automobiles étrangers étaient dans l'obligation de former une JV lorsqu'ils décidaient de produire sur le sol chinois. En avril 2018, les autorités ont annoncé la suppression séquencée de cette obligation d'ici 2022. L'accord entre BMW et Brilliance sera donc finalisé à cette date. Le constructeur allemand est le premier acteur étranger à saisir l'opportunité créée par cette évolution du cadre réglementaire. L'objectif poursuivi par le groupe BMW est de renforcer sa coopération à long terme avec Brilliance Automotive, d'accroître ses capacités de production sur le site existant de Shenyang (province du Liaoning, dans le nord-est de la Chine) et de continuer à augmenter la production locale de modèles, y compris les véhicules à énergies nouvelles. Son contrat avec Brilliance, qui devait s'achever en 2028, est ainsi reconduit jusqu'en 2040. La décision de BMW peut également s'expliquer par la « guerre commerciale » entre la Chine et les Etats Unis : en juillet 2018, la Chine a en effet augmenté les droits de douanes applicables aux véhicules importés depuis les Etats-Unis (BMW exporte une partie de la production de son usine californienne vers la Chine). Pour mémoire, BMW a commercialisé l'an dernier 600 000 véhicules en Chine, dont 70% produits localement. Son partenaire de JV, Brilliance Automotive est une entreprise d'État dont la majorité des revenus dépendent de BBA. A noter que Renault possède également une JV avec Brilliance Automotive dans le domaine des véhicules utilitaires.

### **TIC : le fabricant de télévision chinois TCL souhaite étendre ses activités aux semi-conducteurs**

Selon Bloomberg, TCL aurait pris contact avec le fabricant hollandais de semi-conducteurs, ASM Pacific technique, dans l'optique d'acquérir 25% des parts de l'entreprise. Troisième fabricant de téléviseurs au monde, le groupe de Huizhou (Guangdong) fabrique également divers produits électroniques comme les smartphones BlackBerry.

TCL cherche à diversifier ses activités afin de s'affirmer comme une entreprise de hautes technologies. Le secteur des semi-conducteurs fait partie des secteurs identifiés comme stratégiques pour la montée en gamme de l'économie chinoise. En effet, ce composant est utilisé dans la plupart des technologies numériques et électroniques, telles que les smartphones, l'intelligence artificielle et les objets connectés. A travers sa politique industrielle China Manufacturing 2025, la Chine espère faire émerger des champions nationaux dans ce domaine. Elle a à cet effet mis en place un fonds d'investissement public-privée de 18 Mds EUR, le China Integrated Circuit Industry Investment Fund. Le fond aide entre autre les entreprises chinoises à acquérir des entreprises étrangères dans le domaine des semi-conducteurs. La maîtrise de cette technologie permettrait à la Chine de mettre fin à sa dépendance vis-à-vis des Etats Unis et de la Corée du Sud. Alors que la Chine représente le principal marché mondial de semi-conducteurs (60% des ventes globales selon PwC), en 2016, 33% seulement de la consommation chinoise de semi-conducteurs était produite en Chine, le reste devant être importé (essentiellement à travers l'américain Intel et les coréens Samsung et SK Hynix). Les sanctions américaines à l'égard de ZTE en avril 2018 ont de nouveau illustré la dépendance des entreprises chinoises vis-à-vis des entreprises étrangères de semi-conducteurs. Pour rappel : l'équipementier télécoms chinois avait dû interrompre la production pendant plusieurs semaines après s'être vu interdire l'achat de composant américains, dont notamment les semi-conducteurs de Qualcomm.

### **Automobile : chute des ventes automobiles au mois d'août**

Selon la *China Association of Automobile Manufacturers*, au mois d'août, les ventes de véhicules ont chuté de 3,2% en glissement annuel. Cela constitue le deuxième mois consécutif de baisse. Selon l'association, cette évolution s'explique par une baisse des ventes dans les zones rurales et les petites villes qui jusqu'ici contribuaient fortement au dynamisme de la demande. Les consommateurs de ces zones géographiques sont particulièrement sensibles aux prix, or la « guerre commerciale » entre les États-Unis et la Chine a entraîné une augmentation du prix des véhicules importés depuis les États-Unis (pour mémoire : en juillet, la Chine a remonté ses droits de douanes à 40% sur les véhicules importés depuis les États-Unis ; le taux de droit commun pour les véhicules importés depuis d'autres destinations est de 15%). Le dynamisme du marché est également obéré par l'évolution des comportements d'achats (premières acquisitions en baisse) ainsi que par les incertitudes pesant sur les nouveaux standards d'émission qui entreront en vigueur en 2019. Selon la *China Association of Automobile Manufacturer*, en 2018, le montant des ventes de véhicules devrait se replier de 1% en glissement annuel, pour la première fois depuis plus de 20 ans.

A noter que si les ventes diminuent, la part des véhicules à énergies alternatives (véhicules électriques, hybrides et hydrogènes) dans les ventes de véhicules augmente en raison des nombreuses politiques de soutien (dont des subventions qui prendront fin en 2020). Au mois d'août, 101 000 nouvelles unités ont été vendues, soit une augmentation de près de 50% en glissement annuel.

### **Économie numérique: Mobike étend ses services à Tel Aviv**

L'entreprise chinoise de vélo en libre-service " sans attache" a annoncé le développement de ses services dans la capitale économique israélienne. Cette expansion est en contraste avec le retrait de l'entreprise de plusieurs villes du pays (Kiryat Bialik, Kiryat Motzkin, Rehovot) en raison d'une faible utilisation des vélos et d'actes de vandalisme.

Par ailleurs , selon un article de Bloomberg publié fin septembre 2018, l'entreprise chinoise ne se porterait pas aussi bien qu'elle le prétend. En rachetant Mobike en avril 2018, Meituan a été amené à publier au sein de son rapport annuel des données sur l'entreprise de vélo, contredisant les annonces faites jusqu'ici par cette dernière. Ainsi, contrairement à ce que Mobike indique sur son site, le nombre d'utilisateurs au niveau mondial ne serait pas de 200 millions mais de 48 millions. De même, le nombre de trajet pendant les 4 premiers mois de 2018 ne serait pas de 3,6 milliards mais d'un milliard. Au mois d'avril, Mobike aurait perdu 15,7 M CNY (2 M EUR) par jour.

Retour au sommaire ([ici](#))

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Développement durable: Forum à Pékin sur "le développement durable des parcs nationaux"

Les 9 et 10 octobre s'est tenu à Pékin un forum International sur les parcs nationaux, organisé par Beijing Normal University, l'Ecological Technology Research Institute, et la China International Engineering Consulting Corporation, entreprise d'Etat. Centré sur le développement durable des parcs, le forum a permis à des experts chinois et internationaux de s'exprimer sur des thèmes variés, des suggestions de nouvelles législations aux modèles économiques, en traitant également des aspects culturels et touristiques des parcs chinois. Parmi les intervenants, M. Peng Fuwei, directeur général adjoint du département en charge de l'écologie de la Commission nationale pour le développement et la réforme, a présenté les dernières actions réalisées par le gouvernement sur les parcs, ainsi que les pistes d'amélioration du modèle d'organisation actuel. Ont été évoquées les nécessités de refonte des attributions des différents ministères au regard de leur compétences par rapport aux parcs nationaux et le modèle de gouvernance des parcs.

Le point de vue français était mis à l'honneur puisque le Ministère de la transition écologique et solidaire et la NDRC ont signé le 9 janvier un accord de coopération sur l'établissement de dispositifs de parcs nationaux en Chine. Le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) était associé comme sponsor de l'événement, et M. Yves Girault, professeur au MNHN est intervenu sur les problématiques d'écotourisme. Le sujet apparaît d'autant plus important que la Chine est le premier pays en terme de parcs nationaux et en abrite 244. Au-delà des aspects écologiques, ces lieux sont également moteurs pour le secteur du tourisme chinois.

### Transports : nouveau plan d'action pour restructurer le secteur des transports

Le gouvernement chinois a dévoilé le 9 octobre un nouveau plan d'action triennal pour restructurer le secteur des transports. Le plan prévoit plus d'investissements dans le fret ferroviaire et maritime, et un moindre recours au fret long distance routier. Plus concrètement, le plan prévoit, d'ici 2020, d'accroître les volumes de fret ferroviaire de 30% pour atteindre 1,1 milliards de tonnes transportées par an, tandis que le fret maritime augmenterait de 7,5% à 500 millions de tonnes. Plus de 50% des nouveaux véhicules de fret léger mis en circulation devront fonctionner à énergie propre ou nouvelle. Ce plan sera mis en œuvre dans 15 provinces clés, dont notamment la région Beijing-Tianjin-Hebei, le delta du Yangtze (Shanghai, et provinces du Jiangsu et Zhejiang). Cette nouvelle stratégie s'inscrit dans le programme « Ciel bleu » du gouvernement chinois visant à lutter contre la pollution atmosphérique.

### Energie : réduction des importations chinoises de pétrole brut iranien

La Chine, premier acheteur de pétrole iranien, a réduit de 12,3% ses importations en septembre. Cela s'inscrit sur fonds de tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, et de futures sanctions américaines contre l'Iran, notamment dans le secteur de l'énergie.

La Chine, premier importateur de pétrole mondial, poursuit une stratégie de diversification de ses sources d'approvisionnement. En août la China National Petroleum Corporation (CNPC) avait annoncé deux investissements à Oman et en Arabie Saoudite pour un total de 871 millions USD. En septembre, les importations chinoises de pétrole brut depuis Oman augmentaient de 10%. Les importations en provenance d'Arabie Saoudite et d'Afrique de l'ouest ressortaient également à la hausse.

Retour au sommaire ([ici](#))

## HONG KONG ET MACAO

### **Marchés financiers : Hong Kong retrouve sur les neuf premiers mois de l'année son statut de 1ère place financière pour les IPO**

Entre le 1er janvier et le 31 septembre 2018, 84 entreprises ont effectué leur introduction en bourse sur le marché principal de la bourse de Hong Kong (« Main Board »), levant un total de 28,6 Mds USD, plaçant Hong Kong devant le New York Stock Exchange (25,1 Mds USD levés par 48 entreprises), le Nasdaq (18 Mds USD levés) et Shanghai (10,4 Mds USD levés). Les observateurs attribuent ce succès à la réforme des règles de cotation lancée le 30 avril dernier par l'opérateur boursier HKEx, qui a notamment autorisé la cotation d'entreprises ayant des structures à capital double, structure particulièrement prisée des entreprises du secteur des nouvelles technologies. Environ 42% des fonds levés depuis le 1er janvier 2018 sont le fait d'entreprises du secteur des télécommunications, 19% des entreprises du secteur de la finance et 13% des entreprises du secteur immobilier. Parmi les IPO notables réalisées jusqu'à présent en 2018, on citera celles du fabricant de smartphones Xiaomi en juillet, pour 5,4 Mds USD, et de la plateforme en ligne de livraison Meituan Dianping, pour 4,2 Mds USD en septembre. Selon les estimations du cabinet de conseil Deloitte, 220 IPO devraient être réalisées sur l'ensemble de l'année 2018, soit une hausse de 33% en glissement annuel.

### **Politique monétaire : 11 banques établies à Hong Kong relèvent leurs taux sur les emprunts immobiliers pour la 1ère fois en 12 ans**

Cette hausse est la conséquence de la décision de la Hong Kong Monetary Authority (HKMA) le 27 septembre, de procéder à une nouvelle hausse de son taux d'intérêt directeur de 25 points de base, plaçant ce taux à 2,5%. Cette troisième hausse (après deux hausses du taux directeur de 25 points de base le 22 mars puis le 14 juin) intervient dans le sillage de celle décidée par le comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

La HKMA est en charge de la stabilité de la monnaie hongkongaise dans le cadre du régime monétaire dit de caisse d'émission (peg) mis en place en 1983, par lequel la parité du HKD est maintenu aussi stable que possible par rapport à l'USD (dans une fourchette de 7,75-7,85 pour 1 USD) ce qui contraint la HKMA à répliquer les décisions de la FED. Le Hong Kong dollar se maintient à 7,835 pour 1 USD vendredi 12 octobre. Norman Chan, directeur de la HKMA, a annoncé la fin de l'ère des prêts à taux très bas et estime que la nouvelle hausse prévue cette année et les quatre prévues en 2019 par la Fed seraient synonymes d'une montée de l'incertitude sur l'évolution du marché de l'immobilier hongkongais.

### **Bourse : Hong Kong touché par les turbulences sur les marchés cette semaine**

Le 11 octobre, une baisse de 3,5% du Hang Seng a eu lieu (indice boursier de référence de la place de Hong Kong), soit la baisse la plus forte sur une journée en 8 mois, avant de repartir à la hausse (+1,9%) le 12 octobre.

Sur l'ensemble de la semaine, le Hang Seng a connu un repli de 1,6%. Cette volatilité que l'on retrouve sur l'ensemble des bourses asiatiques (-3,9% et -4,4% respectivement pour les indices Nikkei et Kospi sur la journée du 11 octobre), est attribuable à un effet de contagion des fortes fluctuations observées à la bourse de New-York, elles-mêmes dues à la hausse des taux sur les obligations à 10 ans du Trésor américain et à l'inquiétude des investisseurs quant aux tensions commerciales sino-américaines. Les entreprises chinoises cotées à Hong Kong ont été particulièrement touchées (baisse du cours de l'action de Tencent de 6,8% le 11 octobre).

## Economie : Un discours de politique générale de la Cheffe de l'exécutif axé, dans le domaine économique, sur l'augmentation de l'offre en matière de logements et sur l'innovation

Lors de son second discours de politique générale en tant que Cheffe de l'exécutif hongkongais, le 10 octobre 2018, Carrie Lam s'est félicitée de la robustesse de la croissance hongkongaise (+3,8% en 2017, +4% au 1er semestre de l'année 2018) et du plein emploi (taux de chômage de 2,8%).

La principale annonce est constituée par des mesures d'accroissement de l'offre de logements avec (i) l'allocation de 70% des terrains nouvellement aménagés à la construction de logements publics ; (ii) la désindexation du prix des logements publics subventionnés de l'évolution des prix du marché (mesure déjà annoncée en juin) ; (iii) le lancement d'un plan d'expansion de l'île de Lantau, qui comporte en particulier la construction de 1 700 hectares de polders afin d'y construire 250 000 à 400 000 nouveaux logements capables d'accueillir jusqu'à 1 100 000 personnes et de mettre en place un nouveau quartier d'affaires relié à ceux de Central et Kowloon East par une extension du réseau de transport hongkongais ; (iv) l'aménagement de friches industrielles et de terrains agricoles dans les Nouveaux Territoires et le réaménagement d'anciens sites industriels en zones dédiées à l'immobilier résidentiel.

La diversification de l'économie hongkongaise à travers le développement des nouvelles technologies est la seconde priorité du gouvernement: (i) Allocation de 510 M USD à un plan de « réindustrialisation » dans le but de promouvoir la production industrielle à fort contenu technologique ; (ii) doublement du financement alloué aux mécanismes de soutien à la recherche universitaire, passant de 1,6 M USD à 3,2 M USD, (iii) mesures de soutien ciblées en faveur du secteur maritime, notamment sous forme d'abattements fiscaux pour les sociétés d'assurance spécialisées dans le transport maritime.

Les annonces de la Cheffe de l'exécutif ont suscité des critiques de la part de certains observateurs, notamment au sujet du coût de la construction des îles artificielles, estimé à la moitié des réserves budgétaires (qui s'élèvent à 132 Mds, soit 38% du PIB), et de leur impact environnemental

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong.

**Adresse :** N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Hannah Fatton, Yongyou Tang, Camille Bortolini, Furui Ren, Anne-Victoire Maizière, Antoine Bernez, Rodolphe Girault

**Revu par :** David Karmouni, Estelle Jacques, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour et Valérie Liang-Champrenault

**Responsable de publication :** Philippe Bouyoux